

Building the Strongest Economy in the G7 Requires CBSA Support

September 3, 2025

TO: Prime Minister Carney

(CC: Minister Freeland, Minister of Transport and Internal Trade; Minister Anandasangaree, Minister of Public Safety, MP Dan Albas, MP Claude Debellefeuille, Parliamentary Secretary Mike Kelloway)

Dear Ministers,

As a coalition of marine industry stakeholders, we write to express our strong support for the recent Great Lakes St. Lawrence Cities Initiative letter on the provision of Canada Border Services Agency (CBSA) clearance services on the Great Lakes and St. Lawrence (GLSL), which are emblematic of national concerns. We applaud the federal government’s renewed commitment to expanding and diversifying Canada’s global trade. This requires a fresh approach to trade infrastructure, along with recognition of the dual mandate of the CBSA and its critical role in building a more resilient, diversified, and inclusive national economy. CBSA bears a critical responsibility to ensure the integrity of Canada’s borders; safeguarding the safety of Canadians and our trading partners. Similarly important is the agency’s role in trade facilitation, which is essential to unlocking Canada’s full economic potential, especially in the context of global instability and shifting supply chains. Yet, the limited clearance capacity and other services at ports along the St. Lawrence River, the Great Lakes and other underserved regions are impediments to growth and competitiveness. Greater use of marine transport could also alleviate rail and road congestion and reduce carbon emissions, since vessels emit roughly 80-90% less CO₂ per tonne-kilometre than heavy trucks.

The Liberal platform’s commitment to increasing CBSA resources presents a timely opportunity to address this gap, but a focus on border security alone risks neglect in CBSA’s ability to support new trade opportunities. This is why we support the Great Lakes St. Lawrence Cities Initiative call to ensure CBSA is resourced and empowered not only to secure borders but also to facilitate trade. By more nimbly responding to emerging trade opportunities, Canada can reduce commercial processing times, attract international investment, and strengthen trade corridors. This is not only a matter of economic efficiency; it is a matter of national resilience.

Resourcing CBSA sufficiently to support expanding service and clearance capacity at new and existing sites aligns directly with the goals of a “Canada Strong” economy. It supports interprovincial fluidity and facilitates trade diversification with markets around the world. It also ensures that CBSA is empowered to fulfill both its enforcement and facilitation roles.

We strongly support federal investment in additional CBSA resources. While border security is essential, these resources should also recognize the transformative role of both sea and inland marine ports in growing and diversifying Canada’s global trade. Building a more connected and competitive Canada depends on it. Our coalition stands ready to meet with you to explore ways to advance this effort and help ensure Canada’s trade infrastructure reflects the strength and diversity of its regions.

Respectfully,
Coalition of Marine Stakeholders

Bâtir l’économie la plus forte du G7 nécessite le soutien de l’ASFC

3 Septembre 2025

À : Premier ministre Carney

(CC : Ministre Freeland, Ministre des Transports et du Commerce intérieur ; Ministre Anandasangaree, Ministre de la Sécurité publique ; Député Dan Albas, Député Claude Debellefeuille, Secrétaire parlementaire Mike Kelloway)

Madame, Messieurs les Ministres,

En tant que coalition d’intervenants de l’industrie maritime, nous vous écrivons pour exprimer notre ferme appui à la récente lettre de l’Initiative des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent concernant la prestation des services de dédouanement de l’Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent (GLSL), qui sont emblématiques de préoccupations nationales.

Nous saluons l’engagement renouvelé du gouvernement fédéral à élargir et à diversifier le commerce mondial du Canada. Cela nécessite une nouvelle approche en matière d’infrastructures commerciales, ainsi que la reconnaissance du double mandat de l’ASFC et de son rôle essentiel dans la construction d’une économie nationale plus résiliente, diversifiée et inclusive. L’ASFC a la responsabilité cruciale d’assurer l’intégrité des frontières du Canada, en protégeant la sécurité des Canadiens et de nos partenaires commerciaux. Le rôle de l’agence dans la facilitation du commerce est tout aussi important, car il est essentiel pour libérer le plein potentiel économique du Canada, en particulier dans le contexte de l’instabilité mondiale et de l’évolution des chaînes d’approvisionnement. Pourtant, la capacité de dédouanement limitée et autres services dans les ports le long du fleuve Saint-Laurent, des Grands Lacs et d’autres régions mal desservies constituent des obstacles à la croissance et à la compétitivité. Une plus grande utilisation du transport maritime pourrait également réduire la congestion ferroviaire et routière ainsi que les émissions de carbone, puisque les navires émettent environ 80 à 90 % moins de CO₂ par tonne-kilomètre que les poids lourds.

L’engagement de la plateforme libérale à augmenter les ressources de l’ASFC représente une occasion opportune de combler cette lacune, mais une focalisation unique sur la sécurité frontalière risque de négliger la capacité de l’ASFC à soutenir de nouvelles occasions commerciales. C’est pourquoi nous appuyons l’appel de l’Initiative des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent visant à garantir que l’ASFC dispose des ressources et des pouvoirs nécessaires non seulement pour sécuriser les frontières, mais aussi pour faciliter le commerce. En répondant plus agilement aux nouvelles occasions commerciales, le Canada peut réduire les délais de traitement commercial, attirer les investissements internationaux et renforcer les corridors commerciaux. Ce n’est pas seulement une question d’efficacité économique; c’est une question de résilience nationale.

Doter l’ASFC de ressources suffisantes pour soutenir l’expansion des services et de la capacité de dédouanement sur les sites nouveaux et existants s’aligne directement sur les objectifs d’une économie « forte pour le Canada ». Cela favorise la fluidité interprovinciale et facilite la diversification du commerce avec les marchés du monde entier. Cela garantit également que l’ASFC est habilitée à remplir ses deux rôles : l’application de la loi et la facilitation du commerce.

Nous soutenons fermement l’investissement fédéral dans des ressources supplémentaires pour l’ASFC. Bien que la sécurité frontalière soit essentielle, ces ressources devraient également reconnaître le rôle transformateur des ports maritimes et intérieurs dans la croissance et la diversification du commerce mondial du Canada. La construction d’un Canada plus connecté et compétitif en dépend. Notre coalition est prête à vous rencontrer pour explorer les moyens de faire avancer cet effort et de contribuer à ce que les infrastructures commerciales du Canada reflètent la force et la diversité de ses régions.

Respectueusement,
La Coalition des intervenants maritimes